

Neulich haben sich einige Touristen, welche in Fribourg auf einen Zug warteten gewundert, dass per Lautsprecher eine Verspätung von wenigen Minuten angekündigt wurde. In vielen Ländern gehören massive Verspätungen zum Alltag und es wird nicht darüber kommuniziert. In der Schweiz hingegen, sind die Dienstleistungen der ehemaligen Bundesbetriebe (Post, Swisscom, SBB) immer noch sehr gut. So ist es nicht verwunderlich, dass in mehreren Studien die öffentlichen Dienstleistungen in der Schweiz – im Vergleich mit anderen europäischen Ländern – als vorbildlich eingestuft werden.¹⁾

Dennoch werden gerade diese drei Unternehmen am Ärgsten von der Volksinitiative «ProServicePublic» betroffen sein. Die Volksinitiative wurde von verschiedenen Konsumentenorganisationen lanciert (Bon à Savoir, K-Tipp und Spendere Meglio). Laut Initianten des Textes reagieren sie mit ihren Forderungen auf die diversen Beschwerden von Kundinnen und

Kunden, welche bei ihnen eingegangen sind. Es ist sicherlich gut, sich Fragen über die Qualität des Service Public zu stellen, aber die geforderten Massnahmen gehen in die falsche Richtung.

Die Initiative schreibt vor, dass bundesnahe Betriebe wie Post, SBB und Swisscom keine Gewinne und keine Quersubventionierungen von weniger rentablen Zweigen mehr machen dürfen. Zudem müssten die Löhne der Angestellten an diejenigen der Bundesverwaltung angeglichen werden. Diese Massnahmen werden nicht zu einer Verbesserung sondern einer Verschlechterung des Service public – gerade im Berggebiet – führen. Die Unternehmen beraubt man ihres Spielraumes marktwirtschaftlich aktiv zu sein und es ist zu befürchten, dass sie langfristig nicht mehr fähig sein werden, flächendeckend gute Grundversorgungsdienstleistungen anzubieten und mit dem technischen Fortschritt mithalten zu können.

Un jour, en gare de Fribourg, des touristes étrangers ont fait part de leur étonnement, lorsque les haut-parleurs de la gare ont annoncé que le train reliant Berne allait arriver avec quelques minutes de retard... Dans certains pays, une telle situation est monnaie courante. En revanche, en Suisse, la qualité et la fiabilité des prestations fournies par les trois anciennes régions fédérales (La Poste – Swisscom – CFF) sont globalement bonnes. D'ailleurs, plusieurs études comparatives démontrent que les services fournis sont bien notés par rapport à ceux des autres pays européens²⁾.

Pourtant, c'est bien ces trois entreprises qui sont dans le collimateur de l'initiative populaire « ProServicePublic ». Lancé par plusieurs magazines de défense des consommateurs (Bon à Savoir, K-Tipp et Spendere Meglio), ce texte prétend agir en faveur des lecteurs fâchés par certaines prestations fournies. Il est louable de se préoccuper de la qualité des services publics, mais les moyens proposés vont dans la mauvaise direction. En voulant inter-

dire à ces entreprises de réaliser des bénéfices, en leur imposant de renoncer à des subventions croisées ou en leur demandant que les salaires de leurs collaborateurs correspondent à ceux de l'administration fédérale, c'est tout le système actuel qui est remis en question. Avec de telles restrictions, ces sociétés ne disposeront plus de la marge de manœuvre nécessaire pour s'adapter aux évolutions technologiques et aux exigences de leur clientèle.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le Conseil national et le Conseil des Etats ont tous deux rejeté ce projet à l'unanimité ; une opposition qui a aussi été exprimée par la majorité des acteurs politiques fédéraux. Contrairement à son intitulé, l'initiative « ProServicePublic » n'améliorera en aucun cas la situation actuelle. Les prestations fournies par les entreprises concernées devraient même se dégrader. Une évolution regrettable qui touchera en premier lieu les zones à faible densité démographique, soit les régions de montagne et l'espace rural.

Service Public: Ein bewährtes System zerstören?



Vincent Gillioz –
Chefredakteur der «montagna»

Service public : mettre en péril un système qui fonctionne ?

1) Siehe unter anderem die Studien unter www.upu.int, sowie die Studie von Caspar Sträuli und Maura Killer, Angebote und Preise des Schweizer ÖV im europäischen Vergleich

2) Voir notamment les données publiées par www.upu.int, ainsi que l'étude de Caspar Sträuli et Maura Killer, Offre et prix des transports publics suisses en comparaison européenne, 2014.